

# Horizon 2013

## Les partis politiques allemands en mutation

François Talcy\*



**Le dernier trimestre de l'année 2011 a été l'occasion pour les formations politiques de faire le point sur la situation à moins de deux ans des prochaines élections générales. De la nouvelle répartition des sièges parlementaires au Bundestag dépendra la formation du futur gouvernement fédéral en 2013.**

### Zwischenbilanz

Ein Überblick über Zustand und Ziele der wichtigsten politischen Parteien in Deutschland und eine Einschätzung der Situation im Jahr vor der Bundestagswahl 2013. Red.

La mise en place de l'équipe régionale à Berlin, dirigée jusqu'ici par le social-démocrate Klaus Wowereit depuis dix ans avec *Die Linke*, a fait beaucoup parler d'elle. Au lendemain des élections régionales du 18 septembre, chacun s'attendait à voir le SPD gouverner désormais avec les Verts, mais face à l'intransigeance des écologistes sur la question d'une autoroute de 3,2 kilomètres, Klaus Wowereit a préféré changer de stratégie et s'allier pour les cinq prochaines années avec... le parti chrétien-démocrate. Le 23 novembre, les deux formations se mettent d'accord sur un programme de gouvernement. Klaus Wowereit est réélu le lendemain à la tête d'une grande coalition.

En Sarre, la surprise est aussi grande, lorsque la ministre-présidente Annegret Kramp-Karrenbauer (CDU), à la tête d'une coalition de chrétiens-démocrates, de libéraux et de Verts, la première du genre en Allemagne, mise en place par son prédécesseur Peter Müller en 2009, décide en janvier de mettre fin à cette alliance, reprochant aux libéraux du FDP leurs querelles internes, qui ne permettent plus de mener à bien l'action gouvernementale. Du coup, la CDU se tourne vers le parti so-

cial-démocrate et laisse le FDP et les Verts sur les bancs de l'opposition. Dès leur premier entretien, CDU et SPD décident que de nouvelles élections devront avoir lieu. Les sondages prévoient déjà une grande coalition, peut-être même un nouvel échec cuisant des libéraux.

Les Verts ont connu d'autres heures difficiles avant l'épisode sarrois : le référendum, organisé le 27 novembre dans tout le *Land* sur la question du projet de gare souterraine à Stuttgart, constitue un baromètre intéressant pour apprécier l'élection régionale du 27 mars 2011 à sa juste valeur. A la surprise générale, une large majorité de 58,8 % se prononce en effet en faveur du projet, qui devrait permettre aux premiers trains de circuler sous la ville de Stuttgart en novembre 2019. Le ministre-président Winfried Kretschmann, opposé à ce projet, n'a pu que reconnaître son échec et exiger que la *Deutsche Bahn* ne dépasse pas le budget de 4,5 milliards d'euros prévu pour ces travaux. Le résultat inattendu de ce référendum, malgré l'élection en mai d'un premier ministre-président vert dans le Bade-Wurtemberg, montre que l'échiquier politique allemand connaît de profondes mutations. L'euphorie écologiste du début d'année 2011 est largement relativisée par ces deux événements.

Le déroulement des récents congrès traduit sinon l'inquiétude, du moins la volonté des états-majors d'aborder les élections de 2013 avec des programmes politiques adaptés aux thèmes du moment et surtout à la crise.

\* François Talcy est journaliste indépendant.

## Die Linke : socialisme démocratique

Fidèle à sa conception de la société, *Die Linke* tient son congrès national le 21 octobre 2011 à Erfurt en présence de 568 délégués. Gesine Löttsch, qui est à la tête de cette formation née

### **DIE LINKE.**

en 2007 de la fusion du PDS est-allemand et du regroupement ouest-allemand WASG (Alternative électorale Travail et Justice sociale), réitère sa critique du capitalisme et exige un changement radical de système en faveur d'un socialisme démocratique. Le projet de *Die Linke* prévoit la nationalisation des banques et des groupes énergétiques, ainsi que la fin des missions de la *Bundeswehr* à l'étranger et la dissolution de l'Alliance atlantique. Les délégués donnent par ailleurs leur accord pour que toutes les drogues, y compris l'héroïne et la cocaïne, soient légalisées. A la suite de véhémentes protestations en provenance des autres partis, le congrès revoit néanmoins sa copie et relativise sa décision en précisant qu'il s'agit avant tout de décriminaliser les drogués et de mettre en place une distribution légale et contrôlée des drogues à ceux qui veulent en consommer. Par ailleurs, plus de 96 % des délégués votent en faveur d'une structure nouvelle de leur bureau.

## FDP : survie politique

Les Libéraux se réunissent le 12 novembre 2011 à Francfort/Main en un congrès extraordinaire, essentiellement consacré à l'Europe. Un groupe de députés rebelles réussit à imposer l'organisation d'un référendum auprès des 65 000 membres du parti pour empêcher le plan d'aide prévu pour 2013. Mais le nouveau président du parti, Philipp Rösler, ministre de l'Economie, opposé à ce référendum, en annonce précipitamment l'échec, alors qu'il reste encore trois jours pour s'exprimer. Avant l'annonce des résultats, le secrétaire général, Christian Lindner, démissionne subitement de ses fonctions le 14 décembre, sans donner de raisons. Certes, le référendum est un échec à double titre pour ceux qui l'ont organisé, mais la victoire des vainqueurs est



amère : le nombre de votants est tout juste inférieur au minimum requis (il ne manque que 500 voix) et le pourcentage des voix « rebelles » dépasse tout de même les 43 %. Les sondages ne s'y trompent pas : ils restent au plus bas, autour de 2 %. Début janvier 2012, le parti entendait profiter de la traditionnelle rencontre de l'Épiphanie pour montrer qu'il a encore du ressort. Pas de chance : alors que le président du FDP se lance dans un vibrant appel au sursaut, il apprend à peine 40 minutes plus tard le revirement inattendu de la Sarre et se retrouve au cœur des accusations de la CDU.

## CDU : salaire minimum

Le 14 novembre 2011, c'est au tour du parti chrétien-démocrate (CDU), présidé par la chancelière Angela Merkel, de réunir ses 1001 délégués

### **CDU**

à Leipzig. Juste avant l'ouverture du congrès, les instances dirigeantes du parti trouvent une formule de compromis sur la question fort contestée du salaire minimum. A une large majorité, le parti adopte une résolution contre l'expansion du secteur des bas salaires en souhaitant sa mise en œuvre dès 2012, après concertation avec le parti libéral et les partenaires sociaux. Le salaire minimum interprofessionnel n'existe pas de façon générale en Allemagne, son principe n'a été adopté jusqu'ici que pour une dizaine de branches. Le compromis prévoit la création d'un plancher salarial obligatoire dans toutes les branches où aucune convention salariale n'impose un salaire minimum, variable selon les secteurs et les régions. Cette question ne satisfait pas tout le monde. Le représentant des petites et moyennes entreprises de la CDU y voit une contradiction avec les principes de l'économie libre de marché. Le représentant de l'artisanat estime qu'une telle mesure n'est pas nécessaire et qu'elle porterait préjudice à ceux qui sont le moins qualifiés et aux chômeurs, ce que les statistiques ne confirment cependant pas. La fédération des employeurs affirme que cela représenterait une intervention contraire à l'autonomie des partenaires sociaux et provoquerait une augmentation du chômage. Les syndicats y voient quant à eux une dé-

marche en faveur de la lutte contre la pauvreté. Le SPD est favorable depuis longtemps, le FDP, partenaire de la CDU au gouvernement de Berlin, y est hostile.

Sur la question de l'Europe, les délégués décident certes de défendre la zone euro, mais de ne pas exclure pour autant que des Etats, qui ne seraient pas en mesure de respecter les critères en vigueur, puissent pouvoir quitter l'Union européenne. La CDU propose par ailleurs une élection directe du président de la Commission européenne.

### Verts : nucléaire et Europe

Les 850 délégués des Verts, réunis en congrès le 25 novembre 2011 à Kiel, demandent l'introduction d'eurobonds et d'un impôt sur les transactions financières, ainsi qu'une règle d'or pour les banques. L'ancien premier ministre grec, Georges Papandréou, invité de marque du congrès, demande aux socialistes et aux Verts d'Europe de combattre le nationalisme et la xénophobie. Mais c'est sur la politique nucléaire que les passions sont les plus vives. Adversaires traditionnels de l'atome, les Verts hésitent à approuver la loi sur la sortie du nucléaire, rédigée par le gouvernement chrétien-libéral au lendemain de la catastrophe de Fukushima au printemps 2011. Mais la présidente du parti, Claudia Roth, estime que cette décision est aussi un succès des Verts, après tant d'années de lutte. De nombreux délégués restent néanmoins sceptiques, la chancelière avait en effet, avant de changer d'avis en 2011, corrigé la décision prise par le gouvernement Schröder par les sociaux-démocrates et les Verts d'abandonner la filière nucléaire. La date-butoir de 2022 leur apparaît bien lointaine et ils demandent que les réacteurs de la centrale de Gundremmingen en Bavière, construits sur le même modèle que ceux de Fukushima, ne soient pas maintenus pendant encore onze ans. Les plus optimistes espèrent pour leur part qu'ils retrouveront les bancs de la majorité gouvernementale en 2013 et qu'il vaut mieux approuver la nouvelle loi, en attendant de l'améliorer, lorsque les Verts seront de nouveau au gouvernement.



Les centrales fermeront donc définitivement leurs réacteurs d'ici 2022, mais une question reste sans réponse : que faire des déchets ? Berlin et les gouvernements régionaux ont décidé le 11 novembre de relancer leur recherche d'un site approprié pour le stockage définitif des déchets hautement radioactifs. Pour l'instant, le site (provisoire) de Gorleben en Basse-Saxe fait l'objet de fortes manifestations. Parti de Valognes le 23 novembre, le dernier transport de onze conteneurs Castor, de France (où les déchets allemands sont retraités à La Hague) vers l'Allemagne (où ils sont stockés), mobilise plusieurs centaines de manifestants – les 1300 kilomètres sont parcourus en 126 heures. Un record de lenteur.

Sur la question de l'Europe, les Verts demandent une nouvelle Constitution pour l'Allemagne, en faveur d'une intégration dans l'Union européenne. Ils souhaitent une orientation plus écologique de l'économie, mais veulent éviter toute confrontation avec les entreprises. Le parti exige enfin un contrôle plus strict des exportations d'armements et l'interdiction des sacs en plastique. Le congrès décide que dans un premier temps 22 centimes soient imposés pour chaque sac utilisé.

### SPD: objectif 2013

Le congrès du parti social-démocrate (SPD), qui s'ouvre le 4 décembre à Berlin, est présenté comme une préparation à un retour au gouvernement en 2013. Pendant trois jours, les 480 délégués peaufinent une réforme du parti, dans le cadre de laquelle le bureau national doit être réduit et la participation de la base élargie. Un sujet est écarté, celui du choix du candidat qui devra représenter le SPD aux prochaines élections générales. Mais trois noms circulent malgré les timides démentis : celui du président du parti, Sigmar Gabriel, réélu à la tête du SPD avec 91,6 % des suffrages; celui de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, président du groupe parlementaire ; et celui de l'ancien ministre des Finances, Peer Steinbrück, mis en selle par l'ancien chancelier Helmut Schmidt, 93 ans, dont la présence à Berlin est saluée unanimement. La confrontation est



évitée, lorsque l'aile gauche renonce finalement à exiger un impôt supplémentaire sur la richesse, mais le SPD vote à l'unanimité son intention de faire passer l'impôt sur les gros salaires de 42 à 49 %. Les milliards d'euros ainsi obtenus par l'Etat seraient investis ensuite dans la formation et l'éducation, mais aussi dans la réduction de la dette publique.

### CSU : A la recherche du sursaut

Les chrétiens-sociaux de Bavière, alliés difficiles de la chancelière qui ne manquent aucune occasion de souligner leur désaccord avec le parti libéral, cherchent en réalité toujours le moyen de remonter la pente, depuis leur débâcle de 2008, où le parti a perdu 17 points, alors qu'il était à plus de 57 %. L'époque où la CSU battait à chaque élection des records bien au-delà de la majorité absolue semble révolu et ce n'est pas sans une certaine inquiétude que les conservateurs bavarois se préparent à la prochaine échéance électorale en 2013, cherchant à gagner les faveurs de l'électorat en se démarquant de la politique menée à Berlin, tout en faisant preuve de loyauté envers le gouvernement de coalition, dans lequel ils disposent de trois portefeuilles importants (Intérieur, Agriculture et Transports). Qu'il s'agisse de l'euro, de l'Union européenne, de la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, la CSU cherche à montrer qu'elle n'est pas l'appendice bavarois de la CDU et qu'elle a sa propre identité. Horst Seehofer, président du parti et ministre-président à Munich, fait savoir fin novembre que l'éventualité d'un retour de Karl-Georg zu Guttenberg (voir l'analyse de Sébastien Vannier dans ce numéro) ne l'enthousiasme guère, surtout en raison des critiques acerbes formulées par l'ancien ministre de la Défense à l'adresse de son propre parti depuis son exil canadien.

### Piratenpartei : nouvelles orientations

Nouveau venu sur la scène politique après son succès à Berlin, le *Piratenpartei*, qui compte désormais près de 19 000 adhérents, entend vouloir faire route vers le *Bundestag* en 2013. La conven-

tion qui a lieu pendant deux jours à Offenbach le 3 décembre 2011 porte essentiellement sur la politique économique et sociale.

Après quelques débats houleux, les Pirates décident l'octroi d'un salaire de base « *sans conditions* », un droit de vote communal aux étrangers, la légalisation de toutes les drogues et une séparation plus stricte entre l'Eglise et l'Etat. Jusqu'ici, ils limitaient leur action politique essentiellement au rôle de l'Internet dans la société.



### Calculs et arithmétique

L'élection de l'automne 2013 pour le renouvellement du *Bundestag* est certes encore loin, mais les sondages n'attendent pas. Aucun parti ne profite véritablement de la crise et le parti libéral a encore un an et demi pour reprendre des couleurs s'il veut dépasser à nouveau la barre fatidique des 5 % de suffrages. La faiblesse du FDP, si elle devait se maintenir d'ici là, est un problème pour la CDU, qui devra, si elle veut rester au pouvoir, trouver d'autres formes de coalition. A moins que le SPD surmonte ses divisions quant à la nomination d'un candidat, auquel cas il pourrait envisager d'être la formation politique la plus forte du pays, celle qui lui permettrait de diriger le futur gouvernement. Une alliance des sociaux-démocrates avec *Die Linke* est peu probable. Une coalition avec les Verts, comme en 1998 et 2002, est possible à condition que l'addition des mandats au *Bundestag* assure une majorité absolue, ce qui n'est pas acquis pour l'instant. Si la CDU reste en tête, il lui faudra choisir, en l'absence des libéraux, un partenaire qui lui permette de gouverner. Les Verts ? L'hypothèse a déjà été avancée, ce qui permettrait à Angela Merkel, si elle est candidate, d'avoir réussi en moins de dix ans à gouverner tour à tour avec le SPD, le FDP et les Verts. Plus probable reste une coalition des deux plus grands partis, CDU et SPD (ce que bien sûr les deux camps réfutent pour le moment), car dans ce cas le principal objectif des deux formations sera d'arriver en tête de la course. A ce titre, les récents développements à Berlin et en Sarre pourraient bien avoir valeur de répétition générale pour 2013.